

## EDITORIAL

Dotée d'un numéro d'identification (ISSN) et d'un Comité scientifique dont les acteurs sont de profils académiques et d'horizons divers et variés, la revue pluridisciplinaire *Perspectives & Sociétés* (PS) s'est spécialisée en sciences de l'homme et de la société. L'idéal poursuivi est de *démocratiser le savoir pour un meilleur accompagnement du processus de développement*. Cet idéal trouve bien son essence dans le paysage universitaire des pays du Sud. Il n'est un secret pour personne que les chercheurs et scientifiques notamment africains ont de la peine à publier leurs productions du fait de l'absence de supports (revues, ouvrages), de manque de fonds documentaires et parfois de leur faible engagement à concevoir des projets de publication. Mieux, on retrouve de jeunes chercheurs qui ne font aucune publication !

Dans la perspective de contribuer à remédier hardiment à cette léthargie pouvant conduire à une certaine mort intellectuelle, est née la revue scientifique PS (sous format électronique) qui est diffusée gratuitement sur le site officiel du Carrefour Africain de Recherche et d'Echanges pour le Développement ([www.carede.org](http://www.carede.org)). L'objectif de la présente revue est donc de favoriser l'émergence d'une culture communicationnelle, d'interrogations scientifiques et de réflexions entre les chercheurs, les théoriciens et les professionnels de la matière grise, partout dans le monde.

La première édition de cette revue s'est consacrée à l'étude des changements sociaux. Le thème central est *Changement social et dynamiques de développement*. En effet, les sociétés humaines sont en perpétuelle transformation économique, sociale, politique, environnementale, culturelle et technologique. Tous les paliers de la société ressentent ces transformations qui induisent des mutations, des formes d'adaptations ou de résistances. Autrement dit, le changement social est une réalité dans nos sociétés et tous les paliers en profondeur en sont touchés. L'étude du changement social est donc une source de connaissance et une ressource nécessaire à la mise en œuvre du processus de développement.

Le changement social est l'ensemble des facteurs permettant la transformation durable des sociétés. Rocher G. (1968) l'a défini comme « toute transformation observable dans le temps, qui affecte, d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée et modifie le cours de son histoire ». En ce sens, le changement social affecte le cours de l'histoire des sociétés avec le

développement de l'individualisme, la modification des rapports sociaux de genre, le relâchement des valeurs, etc. On en a pour preuve, l'universalisation du modèle démocratique comme socle des régimes politiques ; le mal gouvernance sur divers plans ; l'urbanisation galopante non assortie d'une politique conséquente ; la défaillance du système de santé ; la non maîtrise du boom démographique avec pour implications une migration peu bénéfique au développement, une migration clandestine et non sécuritaire, etc. ; la sexualisation de l'espace social qui renforce les inégalités de genre aussi bien dans la sphère publique que privée ; le phénomène d'anomie sexuelle qui prend le pas sur les modèles sociaux de tradition en matière de sexualité, etc. Les éléments du fonctionnement de l'organisation sociale qui peuvent se modifier et traduire un changement social sont, par exemple, les règles qui permettent à la vie sociale de s'organiser (au sein de la famille, des entreprises, d'un établissement scolaire, etc.), la nature de la socialisation et du contrôle social, les formes de régulation et d'intégration sociale, etc.

Ainsi, dans l'étude du changement social, ce premier numéro de la revue PS a privilégié les études de cas et les travaux théoriques ouvrant vers de nouvelles pistes de recherche tendant à réduire la portée des analyses factuelles. Loin d'une certaine exhaustivité d'approches scientifiques liées à la conceptualisation et à la théorisation du changement social, les contributions des auteurs permettent de cerner encore davantage toute la portée de ce concept.

De fait, Nouhouayi A., *La démocratie : un mode de gestion politique au coût élevé !* souligne que la démocratie est le régime politique le plus usité dans le monde contemporain. Les principes démocratiques, sont entre autres, la liberté, l'égalité, le droit à l'expression, etc. mais, l'auteur de cet article soutient l'idée selon laquelle la démocratie se prend elle-même en otage et doit constamment payer un prix très cher à sa propre vocation sans quoi elle disparaît. En effet, les consultations électorales constituent un indicateur de mesure de l'exercice du pouvoir démocratique et permettent d'assurer une alternance démocratique. Toutefois, les campagnes électorales sont très coûteuses avec un facteur percutant ; l'achat de consciences. Les dépenses électorales sont onéreuses ; donnent lieu à une corruption freinant ainsi, le développement des pays en voie de développement. En outre, la vie institutionnelle inhérente à la pratique démocratique induit un endettement des pays pauvres. La démocratie devient pratiquement un contrat de servitude ou une épreuve de conformité, plutôt qu'une épreuve de développement. Cet article nous invite à une réflexion holiste sur les pratiques séculaires démocratiques en Afrique et partout dans le monde.

Wade C. S., Tremblay R., Ndiaye El Hadji M., *La gare routière et la ville à Dakar* met en relief la croissance urbaine et son impact sur les activités économiques et sociales. Il est alors difficile de canaliser le stationnement des véhicules et le flux afférent ainsi que de déterminer le mode de gestion adéquat pour faciliter la mobilité urbaine à Dakar. Pétersen et Pompier ont été les deux études de cas.

Sy B. A., dans *L'histoire morphodynamique de l'île Baba Dièye Diagne du Sénégal* fait la genèse de l'île qui reste un potentiel fort intéressant de productions maraîchères sur la Langue de Barbarie. Mais, de nos jours, ce potentiel écologique et économique est détruit avec l'ouverture de la brèche, posant l'hypothèse de la disparition de l'île et du relogement des populations sinistrées. Une question pertinente se pose : l'île Baba Dièye Diagne va-t-elle disparaître?

Gbaguidi K. J., *Aspects sémiotiques, pragmatiques et didactiques de l'hymne national béninois en Fongbe (Nouveau kwa)* montre que l'hymne national béninois repris en langue nationale fon, présente particulièrement un symbolisme vodouesque, principale source de communauté de destin véhiculée par la culture. Les termes lexicaux clés rendent compte de cette base culturelle vitale, preuve que la langue est la verbalisation de la culture du peuple qui la possède et l'utilise. L'étude pose la problématique et les approches de solutions quant à la recherche d'une adéquation de la politique linguistique et de la politique éducative au Bénin, où français et langues nationales continuent de susciter des polémiques dans le système éducatif formel.

Kakaï S. H. F., *Analyse par genre de la participation et de la sous-représentativité des femmes au sein des instances décisionnelles et décentralisées au Bénin* met en relief la problématique de la représentativité politique des femmes au sein des instances décisionnelles au Bénin. En effet, en Afrique subsaharienne et au Bénin en particulier, le contexte de la décentralisation permet de mieux concrétiser et protéger les droits humains notamment politiques des femmes. Malgré le cadre institutionnel et les dispositions légales qui garantissent à tous une participation réelle et égale au processus démocratique au Bénin, le constat empirique révèle la sous-représentativité des femmes non seulement au niveau des instances décisionnelles étatiques/déconcentrées mais aussi décentralisées. Cette marginalisation politique dont sont victimes les femmes béninoises n'est-t-elle pas le produit de la culture au sens anthropologique du terme ? Ou devait-on interroger l'environnement

politique qui certainement n'offre pas les conditions meilleures aux femmes pour leur pleine participation ? Les réformes administratives liées à la décentralisation peuvent-elles permettre aux femmes d'avoir une nouvelle visibilité en matière de participation à la vie politique ?

Mègnigbèto E., *Ressources Internet dans les citations des mémoires : cas de la filière sciences de l'information au Bénin*, met en évidence l'exploitation des ressources Internet dans les travaux de recherche dans un pays du Sud (le Bénin). il formule l'hypothèse selon laquelle la proportion d'étudiants qui font usage de l'internet croît au fil des années et que les étudiants font recours aux ressources Internet au détriment des ressources traditionnelles. La citation est considérée par cet auteur comme un indicateur de l'usage d'une ressource Internet, et au delà, comme mesure de l'usage de l'Internet.

La note de lecture sur l'ouvrage de Mètodjo A. K., *Devenir maire en Afrique : Décentralisation et notabilités locales au Bénin*, Paris, l'Harmattan, 2008, 158 pages permet aux lecteurs de se rendre compte que la démocratie est plus expressive dans un contexte de décentralisation. Mais, l'acte électoral est tenu également en haleine par deux réalités : l'ethnicité et le clientélisme. Des consultations locales, les urnes sanctionnent « l'enfant du pays », c'est-à-dire l'enfant d'une communauté territoriale donnée comme élu local. Cette réalité répond à une logique sociale : « Nul n'est électoralement oint ici, s'il n'est fils du terroir ». Le terroir, est, selon lui, l'esprit d'appartenance identitaire aimante des solidarités électives ou sociales.

Les contributions scientifiques retenues dans le cadre de ce premier numéro annoncent et dévoilent la qualité de la revue PS. Etudiants, auditeurs, doctorants, chercheurs, enseignants, experts et théoriciens de développement devront la consulter ; enrichissez-la de vos réactions, de vos propositions et de vos écrits.

La revue *Perspectives & Sociétés* tient à remercier toutes les personnes physiques et morales qui ont facilité la réalisation de ce numéro. Merci également aux membres du Comité scientifique du CAREDE et aux lecteurs cooptés qui ont consacré de leur temps à l'évaluation des articles et aux auteurs pour avoir soumis leur production intellectuelle.

Espérons que ce numéro sera lu et commenté, mais aussi critiqué. Qu'il suscite des débats capables de nourrir l'imagination et nos efforts pour engager un futur ; un futur meilleur. L'idéal étant, de démocratiser le savoir pour un meilleur accompagnement du processus de développement.

Bonne lecture à toutes et à tous !

**Professeur Albert NOUHOUAYI**, Université d'Abomey-Calavi (Bénin) &  
**Professeur Rémy TREMBLAY**, Université de Québec à Montréal (Canada), Membres du  
Conseil scientifique du CAREDE  
Directeurs de publication, Revue *Perspectives & Sociétés* ([www.carede.org](http://www.carede.org))

*Perspectives & Sociétés*, N°1, janvier 2010

ISSN 1840-6130

**Pour citer cet article :**

— NOUHOUAYI A., TREMBLAY R., Editorial. *Revue Perspectives & Sociétés*, N°1, janvier 2010

© CAREDE, 2010. Tous droits réservés pour tous pays.

Toute reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit, sans l'approbation du CAREDE.